

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 17/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BIDAULT ANDRE ( SAS)**

Lieu dit La Saudraie  
22440 Ploufragan

Références : 2025.027  
Code AIOT : 0005502383

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement BIDAULT ANDRE ( SAS) implanté LA VALLEE 22800 Saint-Brandan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection inopinée a consisté en la vérification du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 29 mars 2023 et de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIDAULT ANDRE ( SAS)
- LA VALLEE 22800 Saint-Brandan

- Code AIOT : 0005502383
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert d'arène granitique autorisée par arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2006.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Curage bassin	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.5.3.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification	AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Clôture	AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Point de rejet	AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1	Levée de mise en demeure
4	Registre d'admission	AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1	Levée de mise en demeure
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des points de vigilance concernant le respect des valeurs limites admissibles pour les eaux rejetées et la réalisation des mesures de la situation acoustique de l'installation.

Par ailleurs, les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 29 mars 2023 sont respectées, l'Inspection propose de lever la mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Identification**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>La société SAS BIDAULT ANDRÉ</b> , dont le siège social est situé « La Saudraie » à PLOUFRAGAN,

<p>autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de SAINT BRANDAN au lieu-dit « La Vallée », <b>est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la disposition de l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006, à savoir la mise en place d'un panneau d'identification de l'installation à l'entrée du site ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'un panneau d'identification de l'installation à l'entrée du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 2 : Clôture

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société <b>SAS BIDAULT ANDRÉ</b>, dont le siège social est situé « La Saudraie » à PLOUFRAGAN, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de SAINT BRANDAN au lieu-dit « La Vallée », <b>est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la disposition de l'article 2.2. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006, à savoir la mise en place d'une clôture solide et efficace (ou un dispositif équivalent) placée sur toute la périphérie et autour des zones dangereuses de la carrière ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté la mise en place de merlons et de blocs sur la périphérie du site et autour des zones dangereuses. Post-inspection, l'exploitant a justifié la mise en place de panneaux signalant la présence de la carrière sur les chemins proches et signalant le danger au niveau des zones dangereuses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 3 : Point de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société <b>SAS BIDAULT ANDRÉ</b>, dont le siège social est situé « La Saudraie » à PLOUFRAGAN, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de SAINT BRANDAN au lieu-dit « La Vallée », <b>est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la disposition de l'article 4.5.2. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006, à savoir que le</li> </ul>

point de rejet soit équipé d'un système permettant de le bloquer en cas de pollution et qu'il soit facilement accessible ;
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté la présence du système de confinement des eaux dans le bassin, équipé d'une vanne manuelle, avant le point de rejet. L'accessibilité de cette vanne est maintenue par l'exploitant en procédant à un entretien régulier de la végétation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Registre d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>La société SAS BIDAULT ANDRÉ</b> , dont le siège social est situé « La Saudraie » à PLOUFRAGAN, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de SAINT BRANDAN au lieu-dit « La Vallée », <b>est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>la disposition del'article 5.2. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006</b>, à savoir la mise en place d'un registre permettant l'archivage des informations sur l'accueil des déchets sur le site.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Post-inspection, l'exploitant a fourni le registre d'admission des déchets sur l'installation. L'Inspection rappelle que le registre d'admission doit être réglementairement tenu, même dans le cadre de l'accueil de déchets inertes internes à la société.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• la position des stocks ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• le réseau de circulation des eaux ;</li> <li>• les zones remises en état.</li> </ul> <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. À ce plan est joint une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par l'article 7 ainsi qu'un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour l'année suivante</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation présentant les données prévues. La zone Ouest du site est dédiée à l'accueil de déchets inertes dans le cadre du remblayage de cette zone. L'exploitant portera une attention sur les cotes topographiques puisque la remise en état prévoit de retrouver la topographie d'origine du site. La zone Sud/Est est dédiée aux extractions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Curage bassin

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.5.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Curage bassin</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions [...] Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit l'auto-surveillance de la qualité des eaux rejetées pour les années 2023 et 2024. L'auto-surveillance met en évidence un dépassement (28 mg/l) pour une valeur limite de 25 mg/l pour le paramètre MES.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter les valeurs admissibles pour les eaux rejetées prévues à l'article 4.5.3. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006, et analyser tout dépassement identifié.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.7.</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement : Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans les trois mois suivant les débuts des travaux puis tous les deux ans au niveau des cités ci-dessus, pendant les périodes d'activité.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant précise que les mesures de la situation acoustique de l'installation n'ont pas été réalisées récemment du fait de la faible activité d'extraction sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Lors de la prochaine campagne d'extraction de matériaux, l'exploitant doit réaliser les mesures de bruit émis par l'installation au droit des habitations indiquées à l'article 4.7. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006. L'exploitant doit transmettre le rapport de ces mesures à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois